



HAL
open science

Economie, Conflits et Guerres. Dix questions

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Economie, Conflits et Guerres. Dix questions. Political Economy, Jul 1999, Moscou, Russie. hal-02091465

HAL Id: hal-02091465

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02091465>

Submitted on 5 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Economie, Conflits et Guerres

Dix questions

Jacques Fontanel

Institut Economique de la Transition,
Colloque "Political Economy"
Moscou, 2 juillet 1999.

Dix questions importantes peuvent être posées concernant les rapports entre les conflits, la guerre et l'économie. aborde à dix questions. La guerre est-elle indissociable de l'économie ? Est-elle un facteur de développement ? S'agit-il d'une nécessité systémique ? Qu'est-ce que la guerre économique ? Quels sont les instruments de puissance de l'Etat ? Quelle est l'importance du complexe militaro-industriel des Etats-Unis ? Les Etats-Unis sont-ils l'Etat sanctuaire du capitalisme ? Les rapports de puissance conduisent-ils nécessairement au développement des inégalités ? Enfin, que dire de la permanence des jeux de puissance des Etats ?

1) La guerre est-elle liée à l'économie ?

Dès l'origine des temps, la guerre a été conçue comme un mode naturel d'acquisition des richesses. La prédation constituait un moyen pratique de s'enrichir. « C'est pourquoi celui qui tue un ennemi doit être réprimandé, celui qui s'empare des richesses de l'ennemi doit être récompensé » (Sun Zi). Pour Aristote, chaque homme doit lutter pour conserver sa liberté et ses richesses. Libérant l'homme libre des tâches pénibles et dégradantes, le peuple vaincu est conduit à l'esclavage, lequel constitue un instrument de production essentiel à l'économie grecque. La guerre apporte des richesses au vainqueur.

« La machine de l'Etat moderne trouve son origine et son développement dans le creuset des guerres. Les armes à feu entraînent une formidable transformation de la guerre, des Etats (obligés pour leur sécurité à disposer de revenus réguliers pour faire face aux nécessaires dépenses militaires) et de la vie économique. Les dépenses de préparation à la guerre devinrent considérables, afin d'assurer une sécurité nationale adaptée aux menaces. Rabelais rappelait déjà en son temps que le nerf de la guerre est les « pécunes ». Or, jusqu'à une période très récente, la possession des richesses (par la prédation) et la puissance constituaient les deux principales raisons avouées des guerres.

Pour l'école historique allemande, la guerre est parée de mille vertus, dont celui du développement des forces productives. Pour Sombart, la révolution industrielle européenne et le système capitaliste ont été les fruits de la guerre. Les besoins militaires du conflit armé ont créé les conditions préalables au développement du capitalisme en favorisant :

- la constitution de grands marchés, avec la centralisation des commandes et la consommation de masse,
- l'incitation à l'industrialisation et à la concentration industrielle,
- l'encouragement à l'innovation technologique, à la standardisation, à la recherche des économies d'échelle et à l'organisation rationnelle du travail,
- l'amélioration de l'esprit de compétition et la recherche du profit,
- l'apprentissage de la discipline sociale par les armées modernes,

- l'essor du secteur financier, par la gestion de l'endettement militaire de l'Etat.
- la formation de nouvelles fortunes,

Le recours aux rapports de forces et l'essor du capitalisme constituaient des moyens efficaces de renforcement de la cohérence des Etats en construction. En retour, l'Etat a favorisé le développement du capitalisme. Proche de la mentalité guerrière, l'esprit d'entreprise, né de la passion de l'or et de l'argent, s'exprimait aussi dans des expéditions militaires, qui permettaient d'arracher par la violence ce qu'il était difficile d'obtenir par d'autres moyens. La guerre est un mal nécessaire au développement économique d'un capitalisme. L'Etat impérialiste (qui étend la puissance nationale au-delà des limites de la métropole) cherche à développer ses marchés dans les pays encore faiblement développés, parfois à l'aide de moyens violents. Il obtient ainsi des matières premières et des moyens de subsistance à bon marché, au détriment du progrès économique des pays colonisés. La guerre sert à développer l'économie des vainqueurs au détriment des vaincus. L'impérialisme, sans conflit armé, conduit à la misère des pays colonisés. C'est une forme de guerre, fondée sur la puissance et l'absence de droits économiques pour les pays vaincus. Dans ces conditions, l'armée est une force productive qui dynamise le capitalisme national et l'internationalisme n'est pas le chemin qui mène au développement économique et à la paix.

2) La guerre comme facteur de développement

La géopolitique met en évidence les rapports de forces entre les puissances. Un développement économique suffisant, la maîtrise des progrès en matière de communication et d'énergie, un Etat fort capable d'impulser une véritable politique diplomatique, une monnaie fiable d'instrument de réserve et de transactions internationales, la capacité à agir hors de ses propres frontières pour assurer le transfert des ressources vitales (eau, pétrole ou réseaux), la disposition d'une force stratégique nucléaire et une vie culturelle suffisamment universelle pour constituer une force d'attraction constituent les principaux critères.

Pour les mercantilistes, l'intérêt du Prince est l'objectif fondamental de toute économie nationale. L'Etat s'est d'abord affirmé comme une organisation de puissance consacrée à renforcer la prospérité de l'économie nationale. La politique extérieure de chaque Etat vise à abattre toutes les forces adverses, par tous les moyens de ruse et de violence, par la colonisation, l'asservissement, les lois de la navigation ou le recours aux armes. La décision porte non seulement sur la capacité d'enrichissement du pays, mais aussi sur son potentiel à affaiblir l'ennemi. La puissance et l'économie forment un tout indivisible. Ces idées seront reprises par List, partisan inconditionnel du système national d'économie politique, qui suggère que le laissez-faire libéral conduit à la domination des plus forts, et par Veblen, pour lequel le nationalisme et la guerre économique sont essentiels au développement du système capitaliste. La thèse de l'échange inégal, la théorie du sous-développement comme produit du développement des grandes puissances ou les analyses stratégiques fondées sur la théorie des jeux sont autant de réflexions qui perpétuent ce type d'analyse économique en termes de pouvoir.

Aujourd'hui, en liant l'effort militaire au développement technologique de l'industrie de l'information, la force diplomatique et culturelle à la domination de son économie et de sa monnaie, jamais la société américaine n'a été aussi puissante. Washington, puissance arbitrale du monde, consolide son leadership mondial, par le truchement des organisations internationales (chargées de transformer la loi du plus fort en droit international) et de l'idéologie de la globalisation. Il lui est impossible aujourd'hui de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire. Le dollar doit sa valeur à l'hégémonie militaire des Etats-Unis. De nombreux auteurs ont souligné le fait que la politique économique américaine a toujours été marquée par des considérations géoéconomiques, même si le gouvernement des Etats-Unis défend, dans son discours, un libre-échange impartial et apolitique. Cette

conception néo-mercantiliste s'intéresse à l'ensemble des conflits internationaux, y compris économiques. Pour le gouvernement américain, la sécurité nationale dépend d'abord de la puissance économique et chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux. Les facteurs économiques dominent souvent l'agenda des considérations stratégiques. La finalité des Empires n'est pas la guerre, mais la paix qui ralentit leur déclin et assure la stabilité. Pour Thurow, « les Etats-Unis seront la superpuissance militaire du XXI^e siècle. Mais c'est le premier des handicaps s'ils veulent rester une superpuissance économique ».

3) La guerre, une nécessité systémique

Pour Marx, la guerre appartient au champ de la superstructure, elle est conditionnée par les rapports sociaux antagonistes du capitalisme. Seule, la lutte révolutionnaire de classes conduit à la paix. Ces analyses ont été poursuivies notamment par Rosa Luxembourg et Lénine. Pour la première, l'effort militaire est très utile au développement des économies capitalistes, comme catalyseur de l'accumulation primitive, instrument de domination coloniale et facteur hégémonique de lutte entre les pays capitalistes pour se partager le monde. Pour le second, le caractère systémique des guerres est inhérent au mode de production capitaliste. L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est nécessairement caractérisé par les guerres totales et l'exploitation capitaliste du monde. La concurrence entre les Etats développés pour le partage des marchés extérieurs et pour l'exportation des capitaux est une nécessité des lois de la baisse et de l'égalisation tendancielle des taux de profit, maladie mortelle du capitalisme. Les conflits internationaux sont une conséquence des contradictions du capitalisme, pour les nouveaux partages des marchés extérieurs entre les grandes puissances capitalistes. Si la pensée marxiste est surtout marquée par le concept de lutte des classes (qui fait plutôt référence à une guerre civile), le concept d'impérialisme explique, qu'à un certain stade de son développement, le capitalisme est aussi producteur de conflits entre les Etats bourgeois. Plus radical, pour Jaurès, le capitalisme c'était déjà la guerre.

Pour Baran et Sweezy, le capitalisme secrète un surplus, défini comme l'écart entre la production et la demande solvable. Ce surplus peut être absorbé par la consommation des capitalistes, par le gaspillage, par les dépenses gouvernementales civiles, mais les dépenses militaires sont plus efficaces dans ce rôle. Elles respectent les règles du capitalisme, en ne redistribuant pas des revenus à ceux dont la productivité est faible, et elles stimulent les valeurs collectives, qui assurent la pérennité du capitalisme. Une dépense militaire importante, solution majeure aux contradictions du capitalisme, participe donc à la prospérité des Etats-Unis. Dans le même ordre d'idée, Gunder Franck considère que le colonialisme est la cause originelle et permanente du sous-développement. Si au niveau mondial, les dépenses militaires constituent un énorme gaspillage, la puissance militaire permet l'exploitation des autres nations, soit par l'occupation du territoire, soit par l'intimidation, soit par la mise en place au pouvoir de collaborateurs nationaux. Les conflits sont immanents au capitalisme, seules leurs expressions évoluent.

4) Le conflit armé et sa préparation, un jeu à somme négative

Pour les Physiocrates et les Classiques anglais et français, la guerre et sa préparation sont des variables expliquées de l'esprit de monopole. Les conflits armés se présentent comme des phénomènes fondamentalement politiques. Pour assurer la souveraineté des Etats, il faut constituer des forces militaires, afin de dissuader les convoitises des autres Etats dans leurs velléités prédatrices, mais, pour Ricardo, la croissance ininterrompue des dépenses militaires conduit inéluctablement à la guerre. Malthus fait l'hypothèse selon laquelle la guerre est d'abord le résultat d'un développement économique insuffisant par rapport à la croissance de la population. Si un accroissement des dépenses militaire peut, à court terme, augmenter la

demande globale, à long terme, avec la paupérisation qu'il engendre inéluctablement, il devient une source fondamentale de conflits. Si le contrôle de la population est assuré, les forces de guerre seront maîtrisées.

Pour Walras, la défense nationale est rejetée du champ d'étude de la science économique. Cependant, si tous les pays adoptaient le libre-échange, les armées permanentes seraient supprimées et les différends internationaux se régleraient par arbitrage. La théorie économique doit conduire au refus des guerres, ce qui constitue un objectif à la portée des générations à venir. De manière générale, les économistes libéraux considèrent que la guerre n'a plus d'avenir dans une société développée. Les dépenses militaires, aux effets d'entraînements faibles et discutables, constituent un gâchis et un coût insupportable. D'ailleurs, Pareto va s'insurger contre les dérives militaristes des gouvernements européens. Opposé à l'intervention de l'Etat dans la vie économique et convaincu de la spoliation du peuple par les classes dirigeantes, il considère que les guerres inconsidérées, illégitimes dans les sociétés développées, conduisent à la décadence des civilisations. Le but de la dissuasion est d'affirmer à l'opposant que, quel que soit son objectif, son action ne sera pas couronnée de succès. L'analyse de Richardson montre que l'augmentation des budgets de préparation de guerre accroît la probabilité de celle-ci. Trois facteurs jouent simultanément : l'évolution des dépenses militaires des adversaires potentiels, les griefs et la « fatigabilité » économique consécutive aux coûts énormes des dépenses militaires (qui réduisent ainsi le potentiel de développement). Dans ce contexte, la course aux armements est productrice de guerre. L'économie joue un rôle plutôt modérateur, mais si les griefs sont forts, la guerre peut intervenir, provoquant un désastre humain et économique.

Keynes, pacifiste convaincu, veut éradiquer à la fois la guerre et le communisme (cette « insulte à l'intelligence »). Si le réarmement peut conduire à une relance provisoire de l'économie, il ne s'agit que d'une solution de pis-aller car, ne répondant pas en soi aux besoins sociaux, elle freine à terme le potentiel national de développement économique. Il est préférable d'engager les investissements publics vers le bâtiment ou les travaux publics qui sont socialement utiles. Les dépenses militaires sont la forme la plus improductive des dépenses publiques. La production d'armement n'est pas tournée vers la production, c'est une consommation improductive. La sécurité est aussi du ressort de l'économie, car la crise économique conduit parfois au renversement des démocraties et à l'application de politiques de puissance. La menace du communisme sur la paix de l'Europe ne pourra être contournée sans un développement économique des pays européens. C'est à ce titre que Keynes condamne les indemnités excessives demandées par les Alliés, car l'épuisement économique et l'humiliation d'une grande Nation ne constituent pas de bonnes bases pour une société de paix. La crise économique de l'Allemagne est une menace pour le développement économique de l'Europe et pour la démocratie. La paix durable est inconcevable sans une solidarité économique internationale des démocraties. À l'encontre des ennemis, il ne faut pas hésiter à employer l'arme économique. La connaissance scientifique de l'économie est un facteur de paix, face à la tentation totalitaire et aux jeux personnels et aléatoires des hommes politiques. La paix est aussi une condition du développement économique.

5) La notion de guerre économique

La guerre économique a toujours existé, des sièges aux embargos, en situation de guerre (politique de la terre brûlée ou du terrorisme économique) ou de paix (boycott ou embargos). Le primat de l'économie dans les nouvelles relations internationales est affirmé. La guerre économique peut aussi viser l'affaiblissement de la puissance militaire d'un État, soit en situation de guerre (blocus), soit en situation de paix relative est souvent recherchée. Il existe deux objectifs à la guerre économique : contraindre l'ennemi et dominer les partenaires.

Plusieurs stratégies économiques n'ont pas pour objectif le bien-être de l'économie nationale, ni son développement, mais plutôt l'affaiblissement ou l'asservissement d'une autre économie. Les sanctions en vue de provoquer des dommages économiques importants à un pays pour qu'il change de politique (apartheid, violation des droits des minorités, tyrannies ou guerre) constituent des instruments de puissance économique essentiels. Les facteurs économiques deviennent des armes permanentes qui pourtant, pour se régénérer, ne peuvent constamment être déviées de leurs fonctions essentielles. L'insécurité dépend à la fois de la course aux armements, des inégalités, des dominations internationales, voire des exploitations sociales. L'économie est devenue un instrument de pouvoir. La stratégie directe (ou militaire) est rendue difficile du fait de la puissance des forces nucléaires. Les Etats sont donc conduits à avoir une stratégie de "manœuvre indirecte" qui se définit comme l'exploitation de la marge étroite de liberté échappant à la dissuasion nucléaire par d'autres moyens. Les stratégies obliques de dissuasion, les mesures économiques de rétorsion, les embargos, les boycotts sont autant d'armes puissantes, dont les effets économiques et politiques dépendent des mesures d'autodéfense, des solidarités internationales et du potentiel de substitution. Si l'économie fournit les moyens militaires de lutte contre l'ennemi, l'arme économique, destinée à affaiblir l'ennemi potentiel, est souvent inscrite dans les conflits guerriers.

- D'abord, l'Etat doit contrôler la vente d'armes qui pourraient se retourner contre lui. Il s'agit de développer des stratégies de contrôle à l'exportation de produits duaux, mi-civils, mi-militaires, afin d'empêcher l'armée adverse d'accroître son potentiel économique. De manière plus large, la réduction de la force militaire et économique de l'ennemi potentiel est recherchée. Dans ce contexte, l'échange inégal est revendiqué. Cependant, la défense de la base industrielle militaire entreprise par le Pentagone et la politique du COCOM (Coordinating Committee for Multilateral Controls), à finalité stratégique-militaire, se sont avérées extrêmement coûteuses.

- L'effondrement de l'économie soviétique a sans doute été favorisé par l'application de la stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre. La course aux armements constitue un coût, que les plus riches peuvent plus aisément prendre en compte. Les pays les moins développés s'appauvrissent plus rapidement, ne disposant pas suffisamment de « revenus discrétionnaires ». Dans ces conditions, la course aux armements conduit à affaiblir l'Etat le plus pauvre, en vue de la déstabiliser socialement, politiquement et économiquement, jusqu'au point du renoncement à la puissance.

- La stratégie de la rupture se propose de créer des problèmes économiques dans le pays rival afin d'accroître ses difficultés politiques et sociales. La rupture des flux commerciaux ou financiers déstabilise le pays cible. L'embargo est un instrument de représailles destiné à exercer une pression forte sur une décision souveraine d'un autre Etat. En l'absence d'un consensus international suffisant, cette arme est dangereuse pour celui qui l'utilise. Les principales victimes ne sont pas toujours celles qui sont visées. Cette politique s'inscrit dans un « jeu à somme négative » pour les protagonistes.

- La stratégie de l'encerclement vise à développer des liens d'interdépendance économique susceptibles de garantir la paix (Realpolitik). Les nouvelles solidarités économiques constituent le meilleur instrument de dissuasion à une agression. Cette stratégie n'a pas encore été utilisée avec efficacité.

- La stratégie de la violence politique consiste à prendre le pouvoir économique d'un autre pays lorsque celui-ci est hostile et d'affaiblir ses couches sociales dominantes. Il est nécessaire alors de contrôler les forces politiques de l'appareil de l'Etat et les syndicats, par la nationalisation ou la privatisation, par les grèves ou les émeutes.

- La stratégie de la domination conduit les pays dominants à influencer les pays dominés dans leurs décisions stratégiques. L'arme économique permet à un pays, ou groupe de pays, de dominer un autre pays grâce au pouvoir conféré par le monopole de la fourniture de biens et

services vitaux pour sa survie. Les Etats-Unis a souvent utilisé l'arme alimentaire à l'encontre des pays en voie de développement.

6) Les instruments de puissance des Etats

Avec l'effondrement du système soviétique et la disparition du Pacte de Varsovie, les cartes de la puissance mondiale ont été redistribuées. Les Etats-Unis sont devenus l'incontestable puissance hégémonique, à la fois leader de l'OTAN, protecteur d'une Europe militaire hétérogène, gendarme du monde et leader dans le développement de toutes les nouvelles armes. Avec la mise en place progressive des missiles antibalistiques, le gouvernement propose de se doter d'une certaine potentialité d'invincibilité pour le futur, que le terrorisme international peut partiellement contourner. Libérés de la guerre froide, les Etats-Unis se sont engagés dans la guerre économique¹, puis dans la lutte contre le terrorisme. Les dépenses militaires ne sont qu'un élément de l'hégémonie américaine, mais il semble que le gouvernement américain compte de plus en plus sur elles pour faire respecter une loi internationale à son image.

La puissance s'exprime par plusieurs caractéristiques :

- la maîtrise de la finance internationale,
- le contrôle des marchés,
- le contrôle de la technologie (son autonomie d'élaboration dans le processus d'accumulation),
- la présence d'un modèle culturel dominant et exportable et
- la puissance militaire. Celle-ci s'exprime à la fois par les dépenses militaires, mais aussi par les stocks d'armes et l'adéquation de celles-ci avec les stratégies et les menaces².

7) L'influence du complexe militaro-industriel américain

Aujourd'hui, alors même que les analystes américains parlaient encore de la supériorité de l'armée soviétique sur celles de l'OTAN en 1980, un déséquilibre important s'est creusé au bénéfice presque exclusif des Etats-Unis. Dans ce contexte, on peut s'interroger sur les conséquences économiques d'une telle politique. Si les dépenses militaires exercent des effets économiques contrastés (positifs pour Sombart, négatifs pour Melman), leurs variations peuvent aussi produire des résultats variés, en fonction du niveau de développement du pays ou des menaces qui l'entourent. Ainsi, la réduction spontanée des dépenses militaires n'a pas provoqué les importants « dividendes de la paix » attendus en Russie (les violents effets de la transition s'étant avérés décisifs dans la crise économique déjà latente), mais les Etats-Unis qui ont légèrement réduit leur effort militaire ont été capables de restructurer leur économie et à bénéficier d'une décennie de développement de qualité. Kenneth Arrow, Prix Nobel d'économie, soutenait alors qu'aucun progrès économique n'est possible sans une drastique réduction dans le soutien aux forces armées³.

Le Complexe Militaro-Industriel (CMI) prit son essor dans les années 30 en Californie, autour des grands industriels de l'armement, en marge même du gouvernement de Roosevelt qualifié d'agent du communisme, depuis la mise en place du New Deal. Dans un discours célèbre, Ike Eisenhower réclama à son pays une prudence devant le développement du CMI, capable de menacer les fondements mêmes de la démocratie et d'engager les Etats-

¹ Daguzan, J-F. (1997), Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique, Revue Française de Géoéconomie, n° 2, Eté.

² Cette situation n'est pas aussi marquée qu'il n'y paraît de prime abord. Il s'agit plutôt d'une tendance, qui ne conduit pas encore à des effets irréversibles. En effet, la puissance militaire exprime sa vigueur par ses flux, mais les stocks d'armes conservent toujours une signification profonde, notamment lorsqu'ils comprennent des vecteurs nucléaires.

³ Arrow, K.J. (1995), Some General Observations on the Economics of Peace and War, Peace Economics, Peace Science and Public Policy, vol.2, n°2, Winter, p.3.

Unis dans une course aux armements dangereuses. Pour conserver une grande partie du potentiel industriel de l'armement, la politique adoptée fut celle de la "diabolisation" de l'ennemi (au point que bien plus tard, le Président Reagan parlera de "l'empire du mal" pour définir l'URSS). Avec les exportations d'armes qui permettaient en même temps de vendre la culture américaine, les Etats-Unis se servirent sciemment du militaire pour élargir leur zone d'influence stratégique, économique, politique et même morale et idéologique.

Les dépenses militaires constituent un fardeau pour les économies de marché. L'Etat gendarme se doit d'assurer la sécurité nationale, mais son activité, de nature improductive, réduit les potentialités de production des richesses. Les dépenses militaires protègent le potentiel de développement, en dissuadant l'adversaire potentiel à chercher à s'emparer de ses propres richesses. Les effets négatifs des dépenses militaires sur l'économie des Etats-Unis s'expriment notamment par la réduction de la productivité industrielle, le développement de la bureaucratie et la diminution de l'investissement productif. Le secteur militaire favorise la perte de l'esprit de compétition et un effet d'éviction des activités civiles productives au profit du secteur militaire, fondamentalement improductif. Autrement dit, le complexe militaro-industriel peut tout à la fois revivifier le paysage industriel et conduire, à terme, à des situations de conflits fondés sur l'augmentation excessive des stocks d'armes.

L'économie américaine bénéficie d'une avance technologique et conceptuelle croissante dans les industries du futur (aéronautique, télécommunications, spatial, infosphère) et elle n'a cessé de renforcer son pouvoir d'influence sur les règles du jeu international. A défaut d'un ordre, les Etats-Unis imposent des règles, grâce notamment au complexe militaro-industriel. La loi américaine est devenue universelle, les normes techniques s'en inspirant sous l'influence de leurs négociateurs. L'armée est là pour maintenir la « Pax Americana ». Et comme celle-ci n'est pas entièrement acceptée, une guerre est là pour rappeler le rôle historique de la force armée.

8) Les Etats-Unis comme sanctuaire du capitalisme

Les Etats-Unis mènent une politique de puissance, notamment militaire, qui lui permet de prélever une forme d'impôt pour la sécurité du monde libre. Il est probable que le gouvernement américain ne se préoccupe pas du remboursement. L'idéal, c'est de nationaliser la dette extérieure. Avec la crise du terrorisme, les Etats-Unis cherchent à devenir le sanctuaire des grandes fortunes et des firmes multinationales. Compte tenu de la faible opposition politico-stratégique des autres Etats ou groupe d'Etats, la stratégie peut être menée à bien. Pour Brzezinski⁴, l'impératif technologique commande le réaménagement politique de la planète, la société américaine étant analysée comme la première société globale de l'histoire. Ses techniques sont universelles, c'est un modèle global de modernité, qui n'est donc pas de l'impérialisme. L'avenir n'est pas aux canons, mais aux réseaux, avec la fin de l'idéologie. La fin de l'histoire de Francis Fukuyama⁵ conduit le politique à se dissoudre dans la culture médiatique globale. C'est une conception de la société de communication comme société de transparence.

En 1996, lors de son adresse à la Nation américaine, Bill Clinton considérait qu'il ne fallait pas écouter les voix de l'isolationnisme, mais plutôt celle de l'engagement, car il faut défendre les intérêts américains dans les principales régions du monde, et notamment lutter contre les Etats renégats (rogue states) pour les empêcher de disposer d'armes de destruction massive et les réduire à l'impuissance. « Il est clair que les Etats-Unis doivent continuer à diriger, à mener. Notre leadership ne nous a pas seulement aidé à obtenir la paix avec les peuples traditionnellement guerriers, mais il a aussi permis de construire un demi siècle de

⁴ Brzezinski, Z. (1971), La révolution technotronique, Calmann Levy, Paris.

⁵ Fukuyama, F. (1989), The end of History, The Public Interest, Washington.

sécurité et de prospérité que les Américains continuent d'apprécier » (Clinton, 1996) Cette idée d'être du côté de Dieu a été réaffirmé par le Président Bush, après l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. « Les attaques délibérées et meurtrières qui ont été menées hier contre notre pays étaient plus que des actes de terreur. Elles étaient des actes de guerre... La liberté et la peur, la justice et la cruauté se sont toujours fait la guerre et nous savons que, dans cette lutte, Dieu n'est pas neutre ».

L'option NMD (National Missile Defense) conduit à un recentrage sur les problèmes purement nationaux, conduisant à l'option unilatérale du « benign neglect ». L'option de la sanctuarisation du territoire américain reste très populaire et électoralement payante. Le programme NMD conduit au refus d'un dialogue sur cette question avec les alliés ou de négociations avec la Chine ou la Russie. Elle rejette la dissuasion en prenant comme hypothèse, pas totalement dépourvue de vérité, de l'irrationalité des acteurs stratégiques. Pour l'instant, les essais d'interception de missiles intercontinentaux n'ont pas encore été couronnés de succès. Cette stratégie n'est pourtant pas la seule conséquence d'un lobbying industriel, c'est une stratégie de sortie de la stratégie de la terreur (Mutual Assured Destruction, ou MAD) et de refus de celle de la dissuasion du faible au fort. C'est le retour à l'autonomie stratégique et au possible « first use ». Il s'agit d'une option de capacité offensive et défensive tous azimuts.

Enfin, last but not least, avec le remboursement des coûts de la guerre « américaine » de la guerre du Golfe, les Etats-Unis sont devenus des mercenaires, montrant ainsi que la puissance a un coût. Pour la guerre à venir en 2003, la question, comme pour les impôts, n'est pas de savoir qui payera concrètement, mais, avec la procédure de l'incidence, qui sera le contribuable en dernier ressort. C'est une autre question dont la réponse dépendra au moins partiellement des choix de l'ONU, mais aussi des résultats de la guerre elle-même.

9) Le maintien des inégalités dans le monde

Pour Lester Thurow (1996), les Etats-Unis sont très endettés. L'alternative à l'emprunt est la vente des actifs américains (terre, sociétés, buildings) aux étrangers, mais cela reste limité s'il n'y a plus rien à vendre. Personne ne peut se permettre un aussi large déficit commercial pour toujours. Or, tout le monde agit comme si rien ne menaçait l'équilibre du monde. Les Etats-Unis drainent les investissements dont d'autres pays auraient besoin, notamment les pays en développement. Mais cela veut dire d'abord que l'investissement américain est plus désirable et ensuite que l'investissement aux Etats-Unis ne peut intervenir sans déficit de la balance courante américaine. Les Etats-Unis ont perdu leur capacité à financer leur déficit. On ne sait pas quand cela arrivera, mais la fin arrivera inéluctablement. L'épicentre du tremblement économique est aux Etats-Unis et le choc sera très violent dans le Pacific Rim. Le standard de vie des Etats-Unis va s'effondrer. Les Américains, comme le Japon, devront plus travailler pour un niveau de vie réduit. Le Japon connaîtra aussi une grave crise, même si le gouvernement subventionne les exportations. Il y aura du chômage et des faillites de banques.

Pour Marshall, « les guerres sont produites par la pauvreté et l'oppression... Une paix continue ne peut exister que dans un monde libre et prospère ». La question est de savoir si la sécurité militaire est bien aujourd'hui une voie d'action internationale, l'objet de discussions entre les Nations en vue de réduire le potentiel d'une relance d'une course aux armements. Aujourd'hui, les inégalités croissent. Mais surtout, on sait que le développement à l'occidentale est réservé à quelques uns, qu'il est impossible à la planète de disposer du même niveau de vie que celui des Américains, à moins d'accepter un épuisement rapide des réserves de pétrole, une pollution mondiale importante et une gestion problématique des ordures liées à la croissance économique dispendieuse d'aujourd'hui. Autrement dit, le développement des Etats-Unis n'est plus un exemple à suivre, sinon d'accepter à terme une récession mondiale. Dans ces conditions, les mécontentements risquent de s'élever, car les espoirs d'une vie

meilleure sont réduits par le type même de croissance imposée par le monde occidental. Il en résultera, à terme, d'inévitables conflits, à moins d'accepter soit la définition d'un développement plus qualitatif, soit l'application de la règle du « plus fort ». Ce qui peut aussi expliquer l'essor des dépenses militaires et la volonté de faire respecter la loi internationale d'inspiration américaine.

10) Permanence des enjeux étatiques de puissance

La mondialisation constitue une démarche « progressiste ». Marx le premier le reconnaît. « *La bourgeoisie, par l'exploitation du marché mondial, a rendu cosmopolites la production et la consommation de tous les pays. [...] L'ancien isolement local et national où chacun se suffisait à lui-même fait place à une dépendance mutuelle entre nations. [...] Grâce à ce perfectionnement rapide de tous les instruments de production, grâce aux communications rendues infiniment plus faciles la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares.* ». La dépendance mutuelle entre nations, que provoque l'extension du mode de production capitaliste, atténue les conflits des intérêts concurrents des bourgeoisies nationales. Cependant, pour Marx, la disparition définitive des conflits n'aura lieu que lorsque l'extension inéluctable du mode de production capitaliste débouchera sur la victoire du prolétariat, synonyme d'avènement de la société sans classe, d'abord dans les Etats pris isolément (mise en place du socialisme), ensuite au niveau mondial (avènement du communisme). *Le jour où tombe l'antagonisme de classes au sein de la même nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.* » Il existe donc deux étapes dans le processus de « cosmopolitisation » (globalisation marxiste), d'abord, l'atténuation, par le commerce, des conflits entre bourgeoisies avant la victoire du prolétariat par la prise de l'outil de production.

La mondialisation d'aujourd'hui est critiquée⁶. Elle est accusée de développer les inégalités et les facteurs de conflits, en donnant le pouvoir aux acteurs de la finance internationale et à un monde marchand sans scrupule. Telle qu'elle se dessine aujourd'hui, elle ne conduit pas à la convergence des conditions de vie partout dans le monde. Elle augmente, au contraire, les disparités et elle aggrave la pauvreté d'une partie croissante de la population mondiale. La mondialisation laisse une marque douloureuse dans les pays en développement, avec l'endettement croissant, les déséquilibres de la production nationale, le creusement du gap technologique ou la dégradation de l'environnement. Dans ces conditions, contrairement à ce qu'affirme l'Organisation Mondiale du Commerce, la mondialisation ne participe pas aux facteurs qui produisent les conditions de la paix.

Pour Amartya Sen, la mondialisation ne deviendra un processus fécond que si elle est capable de résoudre les questions d'emploi, de conditions de vie et de précarité. Dans ce contexte marchand, le développement des solidarités devient une nécessité. La mondialisation n'est pas en mesure d'assurer la prospérité pour tout le monde, elle maintient et développe même des inégalités ; lesquelles sont des facteurs de violence, de guerre et d'instabilité politique. Elle ne dispose pas de mécanismes modérateurs, fondé sur des solidarités minimales, des déséquilibres capables d'encadrer les évolutions économiques. Aujourd'hui, les pays pauvres souffrent d'une insécurité croissante, alors que les pays riches, et notamment les Etats-Unis, ont une tentation sécuritaire excessive. Dans ce contexte, la mondialisation permet aux groupes aisés (pays ou classes sociales) qui profitent du système de marché de se conduire comme des îlots de prospérités qu'il convient de protéger contre les agressions des « damnés » de la Terre, qui naissent et se développent à l'intérieur comme à l'extérieur de des pays développés.

L'Etat est un acteur essentiel du processus de mondialisation. Il défend fondamentalement les intérêts commerciaux et financiers, notamment auprès de

⁶ Civilisations, globalisation et guerre (en collaboration notamment avec Arrow, Klein et Sen), PUG, Débats, 2003.

l'Organisation Mondiale du Commerce et du Fonds Monétaire International. Il devient un instrument de défense de l'intérêt particulier et du fonctionnement des lois du capitalisme. Les gouvernements protègent aussi les intérêts économiques nationaux. Si les grandes puissances économiques continuent à être gérées par des Etats forts, ceux-ci ne limitent pas leur action à la protection du système de libre-échange généralisé. Ils soutiennent des grandes entreprises dont le caractère national s'estompe pourtant. Il n'empêche que la collusion entre les intérêts publics et privés ne permet guère de différencier ce qui appartient à un intérêt collectif bien compris et les intérêts privés de firmes privées, au fort pouvoir politique. La militarisation des Etats-Unis (dont les dépenses militaires représentent une somme équivalente à celle de toutes les dépenses militaires des autres pays du monde) est la réponse principale apportée à ces nouvelles menaces, au détriment d'efforts éventuels de solidarité et de justice sociale. La guerre d'Irak est-elle une réponse aux difficultés économiques des Etats-Unis en termes de dépendance énergétique ? Dans ce contexte, le secteur militaire vient au secours de l'économie au prétexte de considérations démocratiques et humanitaires discutables.

Il y a une confusion entre la sécurité économique et la sécurité militaire, ce qui constitue parfois une menace spécifique pour la mondialisation et une expression d'une hégémonie des puissances occidentales, sous la direction peu discutable des Etats-Unis. Pour le gouvernement américain, la sécurité nationale englobe les valeurs en entités économiques. Sans une puissance économique forte, le secteur militaire ne peut affirmer son rôle sécuritaire. L'exemple soviétique est là pour rappeler que les forces militaires ne peuvent s'exprimer avec efficacité sans une économie puissante, adaptée et capable de financer le besoin de sécurité des citoyens.

Les entreprises multinationales évoluent dans un environnement qui va devenir de plus en plus hostile à leurs activités, à leur délocalisation et à leur recherche permanente de privilèges au bénéfice des actionnaires et de la technostructure au détriment des autres citoyens. L'absence actuelle d'un mouvement mondial d'opposition, comparable à celle des syndicats nés au XIXe siècle, laisse encore un avantage important aux bénéficiaires de la mondialisation. Mais les excès de ceux-ci et leur impunité pourraient bien être l'occasion de la création d'un grand mouvement social. Dans ce contexte, les moyens militaires seraient bien inadaptés à la répression de ses revendications. L'ordre mondial du XXIe siècle a des chances importantes d'être marqué par le retour des logiques de puissance nationale. La mondialisation n'érode pas de manière mécanique des logiques de puissance. Au contraire, elle développe des stratégies de puissance et d'appropriation favorisées temporairement par les dynamiques d'interdépendance. La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : Est-ce que les citoyens des Etats démocratiques se reconnaissent dans les actions de l'Etat ? N'assiste-t-on pas à une privatisation de l'autorité publique ?

Principale bibliographie

Arrow, K.J. (1995), *Some General Observations on the Economics of Peace and War*, *Peace Economics, Peace Science and Public Policy*, vol.2, n°2, Winter, p.3.

Baran, Paul and Paul Sweezy. (1968), *Le capitalisme monopoliste*, Maspéro, Paris, 1968 (first edition "Monopoly Capital" in 1966).

Brzezinski, Z. (1971), *La révolution technotronique*, Calmann Levy, Paris.

Coulomb, Fanny and Jacques Fontanel. "Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale." in *La question politique en économie internationale*, ed. Pierre Berthaud and Gérard Kebadjian, Paris, Collection Recherche, La Découverte. 2006.

Coulomb Fanny. *Economic theories of peace and war*, London, New York, Routledge, 2004.

Daguzan, J-F. (1997), *Les Etats-Unis à la recherche de la supériorité économique*, *Revue Française de Géoeconomie*, n° 2, Eté.

Fontanel, J. (2003), *Civilisations, globalisation et guerre* (en collaboration notamment avec Arrow, Klein et Sen), PUG, Débats, 2003.

Fontanel J. (1984), *L'économie des armes*, Paris, La Découverte, 1984.

Fontanel, J., Liliane Bensahel (1992), «La guerre économique», *Arès*, vol. XIII, n° 4, décembre, 1992, pp. 9-50.

Fontanel J. (1995) *Les dépenses militaires et le désarmement*. Paris, Publisud, 1995.

Fontanel J. *La globalisation en analyse* (2005),. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*. Paris, L'Harmattan.

Fontanel J. and M. Chatterji, *War, peace and security*, with a Preface of Walter Isard, United Kingdom, Emerald Group, 2008.

Fontanel Jacques and Fanny Coulomb. "The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 321-330.

Fontanel J., J-P. Hébert and I. Samson. "The Birth of the Political Economy or the Economy in the Heart of Politics : Mercantilism", *Defence and Peace Economics*, 19; 5 (2008): 331-338.

Fontanel Jacques. *Economie politique de la sécurité internationale*, Paris. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010.

Fontanel J. "Le concept élargi de la sécurité économique", in *Economie politique de la sécurité internationale*, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010.

Fontanel J., F. Coulomb. *La puissance des Etats et la globalisation*, in *Economie politique de la sécurité internationale*, ed. Jacques Fontanel, Paris, La Librairie des Humanités, L'Harmattan, 2010.

Fukuyama, F. (1989), *The end of History, The Public Interest*, Washington.

Galbraith John Kenneth (1984), *Introduction to La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Paris, Calmann Levy, 1984.

Galbraith, John Kenneth. "Le pouvoir économique autonome, une vue économique", in Jacques Fontanel *Economistes de la paix*, Grenoble, Collection ECO+, Presses Universitaires de Grenoble, 1993.

Hilferding Rudolf (1981). *Finance Capital*. London, Routledge and Kegan Paul, 1981. Originally published by Bottomore, T. (ed.) 1910.

Keynes, J.M. (1939) "Will Rearmament Cure Unemployment?" in: D. Moggridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Volume 21, 1992. Originally published in *The Listener* (1 June 1939).

Keynes, J.M. (1942), "Inter-Departmental Committee on Reparation and Economic Security", in: D. Moggridge, ed., *The Collected Writings of John Maynard Keynes*, Volume 26 (1992). Originally published in *Treasury Papers Series* (2, 1942).

Lénine Vladimir, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Editions Sociales, 1971.

Melman, S. (1974), *The permanent war economy*, Simon & Schuster, New York.

Ruttan V.W. *Is war necessary for economic growth? Military procurement and technology development*, New York, Oxford University Press, 2006.

Sen, A. (2003), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc des civilisations ?* in « *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes* ». Sous la direction de Jacques Fontanel, Collection Débats, PUG, Grenoble.

Silberner, E. *La guerre et la paix dans les doctrines économiques*, Paris, Ed. Sirey, 1957.

Smith Adam. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. London, 1776. London, Methuen and Co., Ltd., ed. Edwin Cannan, Fifth édition, 1904.

Thurow, L. (1996), *The future of capitalism. How today's economic forces shape tomorrow's world*. William Morrow and Company, Inc., New York.

Veblen Thorstein. *Imperial Germany and the industrial revolution*, New York, Augustus M. Kelley, 1964 (originally published in 1915).